

Justin Trudeau secoue une morne Francophonie

Moins d'une vingtaine de chefs d'Etat et de gouvernement étaient présents à Antananarivo, la capitale malgache, pour le 16^e sommet de la Francophonie. Il s'agit d'une affluence modeste au regard du nombre de pays membres ou observateurs de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF).

Seule la présence du charismatique Premier ministre canadien a finalement relevé ce rassemblement sans relief. Samedi, dans son discours d'ouverture, Justin Trudeau a livré un audacieux plaidoyer pour les droits des femmes et des homosexuels.

« Je suis féministe et j'en suis extrêmement fier », a lancé le Premier ministre avant d'ajouter que les « membres des communautés lesbiennes, gays, bisexuelles et transgenres souffrent dans trop de pays, incluant certains membres de la francophonie ».

Dimanche, lors d'un point presse en

marge du sommet, il a enfoncé le clou. « Si c'est des questions qui rendent les gens mal à l'aise, eh bien tant mieux ! On ne peut pas choisir les droits qu'on veut respecter ou non », a lancé le Premier ministre canadien. ■

Justin Trudeau réveille une Francophonie amorphe

DIPLOMATIE Le discours du Premier canadien a fait mouche au sommet de l'OIF

- Vingt chefs d'Etat et de gouvernement seulement avaient fait le déplacement à Madagascar.
- Seule la présence du charismatique Premier ministre canadien a relevé ce rassemblement sans relief.

ANTANANARIVO (MADAGASCAR)
DE NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE

Il est de ces présences qui font oublier bien des déficiences : Justin Trudeau, a sauvé de la morosité le XVI^e sommet de l'OIF - Organisation internationale de la Francophonie - et occulté le fait que, sur les 80 pays membres, seulement vingt chefs d'Etat et de gouvernement avaient fait le déplacement. Ouattara (Côte d'Ivoire), Kabila (RD Congo), Bongo (Gabon), Charles Michel retenu par le budget, et surtout le roi du Maroc, présent à Madagascar à la tête d'une délégation de 500 personnes mais invisible au sommet, les absents étaient de taille.

Pour son premier sommet, la secrétaire générale de la Francophonie Michaëlle Jean aurait pu se sentir un peu seule en l'absence des vétérans et face à un François Hollande, dernier arrivé, premier parti et gardant le nez plongé dans ses textos...

Heureusement pour sa compatriote (qui fut gouverneur du Canada), le Premier ministre canadien sauva plusieurs mises : celle d'une présence physique évidente, d'un discours clair mais surtout celle d'un courage politique inhabituel dans de telles

assises. Non seulement il rendit un hommage appuyé à Fidel Castro, « un ami de toute ma famille » mais il proclama « je suis féministe et j'en suis fier ».

Sans reprendre son souffle, il assura à l'assistance médusée que « chacun devait avoir le libre choix de sa sexualité » et que les LBGT (lesbiennes, bi, gays et transgenres...) étaient souvent victimes d'inacceptables discriminations. Il s'éleva aussi avec vigueur contre les mariages précoces et l'excision. Après ce lourd pavé jeté dans la mare et encaissé en silence par plusieurs Etats africains, Rudi Demotte, au nom de la Fédération Wallonie-Bruxelles apparut comme un modéré quand il exigea que « la Francophonie, intransigeante sur les valeurs, soit un espace démocratique irréprochable. »

Dans les heures qui suivirent, examinant les nouvelles candidatures à l'adhésion à la Francophonie, le Canadien et le Wallon eurent une autre occasion de démontrer leur attachement à certaines valeurs. Auparavant les « cousins » avaient eu l'occasion de refaire le point après la « bataille du Ceta » - le traité de libre-

échange UE/ Canada - et Rudi Demotte devait souligner que « d'avoir traversé une épreuve commune nous a rendus plus proches encore... », ajoutant : « la résistance menée par les Wallons n'a laissé aucune trace de rancune chez nos interlocuteurs canadiens auxquels en 2014 déjà, à l'occasion du sommet de Dakar, nous avions signifié que le traité de libre-échange suscitait chez nous de graves objections, dont la Commission européenne ne tenait pas suffisamment compte. »

Lorsque se posa la question de l'adhésion de l'Arabie saoudite à la Francophonie, les deux hommes se retrouvèrent côte à côte : Trudeau, sans ambages, rappela la peine de mort, la condition des femmes, tandis que Demotte misait sur les problèmes de procédure, soulignant que le dossier présenté par le royaume saoudien n'était pas complet et méritait un plus ample examen et devait donc, au minimum, être reporté à deux ans. Initialement favorable à la candidature saoudienne, « un pays avec lequel la France entretient de bonnes relations », François Hollande finit par conclure à

son tour que mieux valait respecter la procédure et différer l'examen d'une telle adhésion.

Fossé Nord-Sud ? Poids de l'argent ? Bien des pays africains, dont le Sénégal, le Tchad et le Togo, ne voyaient pas où était le

problème tandis que le roi du Maroc, qui soutenait la candidature de Ryad, préféra peut-être ne pas perdre la face sur ce dossier sensible. En coulisses, plusieurs pays reprochèrent à Michaëlle Jean de ne pas avoir anticipé le problème. Mais peut-on vraiment en vouloir à la charmante secrétaire générale qui, misant sur les jeunes, introduisit des slameurs, des musiciens, des danseurs et qui mit surtout l'accent sur la dimension économique de la Francophonie, afin que la formation professionnelle, l'appui aux petites entreprises, les « incubateurs de projets » rendent l'espoir aux jeunes et leur donne le goût. ■

COLETTE BRAECKMAN

INFLUENCE

274 millions de locuteurs

Présente sur cinq continents, l'Organisation internationale de la Francophonie, créée voici 46 ans, regroupe 84 Etats - 58 membres effectifs et 26 observateurs - et, surtout, 274 millions de locuteurs ayant (de près ou de loin) l'usage du français. Plusieurs candidatures ont été acceptées : la Nouvelle-Calédonie devient « membre associé », l'Argentine et la Corée du Sud sont admises comme observateurs. Le prochain sommet, dans deux ans, se tiendra en Arménie.

C. B.